

La guerre des femmes de 1929

Vincent Hiribarren 19 octobre 2016

(mise à jour : 22 octobre 2016)



Femmes d'Aba dans la première moitié du XXe siècle. Margery Perham, *Native Administration in Nigeria*, London, 1937. Voir le dossier pédagogique de l'UNESCO, <http://en.unesco.org/womeninafrica/funmilayo-ransome-kuti/pedagogical-unit/2>

Oloko, sud-est du Nigeria, 23 novembre 1929. Nwanyerua, habitante d'Oloko, se dispute avec Mark Emereruwa chargé de recalculer les impôts du village au profit d'Okugo, chef d'Oloko qui travaille pour John Cook, l'administrateur britannique du district. Selon Nwanyerua, les colonisateurs veulent maintenant taxer les femmes, et pour ce faire, décomptent les habitantes de tous les villages à la ronde. La nouvelle se répand très rapidement et peu de temps après de nombreuses femmes entourent l'habitation d'Okugo, dansent et chantent, jusqu'à que celui-ci annule cette nouvelle taxe (il s'agit là de la pratique igbo de « s'asseoir sur un homme »). Le chef refuse d'obtempérer et envoie des hommes du village rétablir l'ordre. Huit femmes sont blessées et vont porter plainte à l'administrateur colonial. Celui-ci leur donne raison en leur disant qu'Okugo sera jugé pour ses actes et leur fait une promesse écrite de ne pas instaurer cette nouvelle taxe.

La rumeur ne disparaît pas et très rapidement les femmes de nombreux villages se mobilisent. Le 9 décembre 1929, environ 1000 femmes attaquent le tribunal indigène d'Owerrinta. Le 10 décembre, des milliers de femmes se retrouvent à Aba, s'en prennent au tribunal indigène et pillent la banque

Barclays et des entrepôts européens contenant de l'huile de palme. Le 15 décembre, c'est au tour du village d'Utu Etim Ekpo et cette fois les troupes coloniales tuent 18 d'entre elles. Le 16 décembre à Opobo, ce sont 39 femmes et un homme qui sont tués par des soldats ; 8 autres femmes se noient dans la rivière et 31 sont blessées par balles. Les Britanniques n'en restent pas là : des villages sont brûlés en représailles alors que d'autres doivent payer des réparations collectives.

Londres s'inquiète et ouvre deux enquêtes. La deuxième appelée *Aba Commission* a voulu comprendre les raisons de ces événements et a interrogé en 1930 les acteurs de la période ([voir ici le rapport](#)). De nombreuses Nigériennes ont pu témoigner. Résultat de la commission : les femmes d'Oloko ont pu déposer leur chef et exigé de jouer un rôle plus important dans la sélection de ses successeurs. C'est cet épisode que les Britanniques ont appelé *Aba Riots* mais que les femmes igbos ont pu appeler *Ogu Umunwaanyi*, la guerre des femmes.

Cet épisode de l'histoire du Nigeria peut se lire de différentes façons. Les différentes sensibilités historiques ont ainsi insisté sur des dimensions économiques, genrées ou politiques. Chaque vision de cet événement tente de réinscrire la guerre de femmes dans un cadre soit impérial, social ou national. Le terme même de « guerre » prête à débat puisque certains historiens lui préfèrent le terme de « révolte ».

Par exemple, une vision économique de la guerre la comprend plus comme une révolte contre les impôts coloniaux. Victimes de la dépression de la fin des années 1920, les femmes de la région gagnaient ainsi moins d'argent de la vente de leur huile ou noix de palme qu'auparavant. Les impôts britanniques auraient mis le feu au poudre à une situation économique largement défavorable. C'est cette première interprétation qu'ont favorisée les Britanniques dans les années 1930. Parce que les événements ont atteint leur paroxysme à Aba et parce qu'il s'agissait, à leurs yeux, d'une révolte fiscale, ils ont été nommés *Aba Riots*. Dans cette vision, le terme de « révolte » est favorisé parce qu'il montre la faible intensité des combats malgré le nombre de morts.

Une lecture genrée est tout aussi faisable. Il est facile de constater que les colonisateurs et colonisés ne partageaient pas la même opinion quant aux rôles que devaient jouer les femmes en situation coloniale. Les administrateurs britanniques en charge de l'enquête après les événements ne comprenaient pas comment des femmes avaient pu mobiliser autant de personnes en un temps record. Les différents rapports écrits pour l'occasion insistaient sur le côté irrationnel et violent de « hordes de femmes ». Dans une société coloniale où nombre de femmes disposaient de moins de droits qu'à la fin du XIXe siècle (avant la colonisation formelle du Nigeria), le système de gouvernement local d'*Indirect Rule* est évidemment synonyme de domination masculine. Les tribunaux indigènes présidés par les chefs nommés par les Britanniques symbolisaient tout spécialement cette perte d'autonomie. Le mot « guerre » pour qualifier ces événements rappelle que ces femmes se battaient pour la reconnaissance de leur place dans la société coloniale vis à vis des hommes. On dépasse ici largement la simple révolte fiscale.

C'est cette dimension politique que de nombreux historiens retiennent aussi puisqu'ils voient dans la guerre des femmes la résistance de colonisés contre un système colonial juge injuste. Instauré de force par Frederick Lugard, le système d'*Indirect Rule* avait confié une autorité démesurée à des hommes qui, de toute évidence, avaient trouvé une place dans le système colonial. La guerre des femmes rappelle donc toute la complexité de la domination coloniale pour les Nigériens qui, pour certains, s'accommodaient de la présence des Britanniques mais qui, pour d'autres, résistaient

contre le pouvoir en place. Dans ce mouvement de résistance, des nationalistes nigériens ont vu l'expression de l'un des premiers sentiments anticoloniaux du Nigeria. Le pas entre sentiment anticolonial et nationalisme igbo ou nigérian a depuis été largement franchi et cette lecture politique largement reprise dans la mémoire nationale nigérienne.